

Istanbul, 15 janvier 2015

Turquie : la dépréciation du taux de change et une demande intérieure atone pèsent sur la capacité des entreprises à honorer leurs paiements

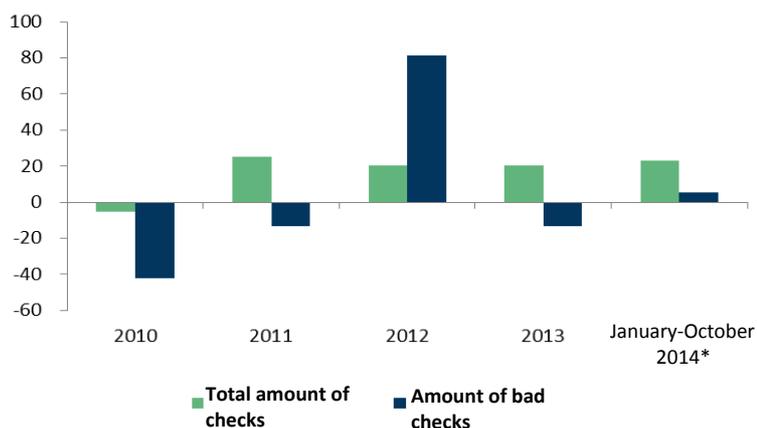
- **La performance des entreprises turques en matière de paiement dépend largement de la demande intérieure et des taux de change**
- **La forte dépréciation du taux de change observée début 2014 a nui à la rentabilité des entreprises**
- **Le ralentissement de la demande intérieure lié à la hausse des taux d'intérêt et aux mesures macro prudentielles a aussi pesé sur les pratiques de paiement**
- **Coface signale en particulier les risques qui menacent le secteur immobilier et la métallurgie (métaux non ferreux et acier)**

La divulgation, par le Président de la FED Ben Bernanke, de la stratégie de sortie de la Banque centrale en mai 2013 a signé l'avènement d'une nouvelle période marquée par un changement dans la perception des risques concernant les économies émergentes au sein des marchés financiers. La Turquie est entrée dans cette période avec un déficit courant élevé, un secteur de la production fortement dépendant des importations et trois élections successives.

La forte dépréciation du taux de change, qui a débuté en décembre 2013, n'a pris fin qu'après la réduction marquée des taux d'intérêt effectuée par la Banque centrale à la fin du mois de janvier 2014. Cette dépréciation de la livre turque continue néanmoins de nuire aux bilans des entreprises. Par ailleurs, les mesures de restriction du crédit introduites par le BBKD (organisme turc de contrôle et de réglementation bancaire) en début d'année pour contenir le déficit courant ont ralenti la demande intérieure, ce qui a compliqué le recouvrement des créances par les entreprises.

Face à cette situation, on observe une dégradation des capacités de paiement des secteurs dont la production et les ventes sont principalement axées sur le marché intérieur. L'augmentation du nombre de factures contestées et de chèques sans provision confirme cette tendance.

Évolution annuelle du nombre total de chèques et du nombre de chèques sans provision* (%)



Source: Ministry of Industry, Entrepreneur Information System

*Checks used by corporates

Les chèques sans provision ont représenté 15,9 milliards de livres turques au cours des 10 premiers mois de 2014, soit une hausse de 5,4 %. Le nombre de factures contestées a également augmenté de 9,1 % en glissement annuel au cours de la même période en raison de la hausse des taux d'intérêt et du ralentissement de la demande intérieure.

Selon Coface, la croissance de l'économie turque devrait atteindre 3,1 % en 2014 et 3,5 % en 2015. En octobre 2014, Coface a révisé à la baisse son évaluation du risque pays pour la Turquie, qui est passée de A4 à B, en raison de ses moins bonnes perspectives de croissance, du regain d'endettement du secteur privé et de la volatilité des taux de change.

Les pertes de change encourues par 2 973 000 entreprises répertoriées dans le système informatique de suivi des entrepreneurs du Ministère de l'Industrie semblent avoir considérablement augmenté en raison de la dépréciation de la livre fin 2013. En fait, ces pertes de change ont atteint 118,8 milliards de livres turques fin 2013, ce qui représente une hausse de 45,1 milliards par rapport à fin 2012. Cet indicateur important témoigne de la vulnérabilité des entreprises à la volatilité des taux de change.

« Dans la mesure où le niveau du taux de change et la demande intérieure sont deux facteurs fondamentaux qui influent sur la rentabilité des entreprises en Turquie, une reprise modérée de la demande intérieure au premier trimestre 2015 pourrait avoir un effet positif sur cette rentabilité. Toutefois, l'évolution de l'économie mondiale, les risques géopolitiques, le processus anticipé de relèvement des taux d'intérêt par la FED et les prochaines élections législatives en

Turquie signalent la persistance du risque de change. Cela suggère que nous entrons dans une phase dans laquelle les entreprises devront gérer beaucoup plus consciencieusement leurs flux de trésorerie et leurs emprunts, » explique Seltem IYIGUN, économiste de Coface pour la région MENA.

Les principaux risques sectoriels mis en évidence par Coface sont les suivants :

Métallurgie (métaux non ferreux et acier) : la dépendance vis-à-vis des importations de matières premières, le repli des cours des matières premières et les effets négatifs de l'évolution des taux de change sur les coûts d'emprunt sont les principaux risques menaçant les entreprises.

Automobile : la hausse des taux d'imposition en début d'année, le relèvement des taux d'intérêt, les mesures macroprudentielles introduites par le BBKD pour contenir les prêts à la consommation et la montée subite des taux de change, entre autres, ont entraîné un repli significatif des ventes sur le marché intérieur. En revanche, les perspectives restent favorables en ce qui concerne les exportations.

Alimentation : pour les producteurs de denrées alimentaires, le risque le plus important est la hausse des coûts de production liée à la sécheresse survenue durant l'année.

Chimie : la dépendance de près de 70 % reposant sur l'importation de matières premières et le ralentissement du secteur du bâtiment (l'un des principaux clients du secteur) sont les principaux risques auxquels le secteur est confronté.

Bâtiment : sur le plan de l'immobilier, l'incertitude suscitée par l'augmentation des taux d'intérêt et le ralentissement de l'économie semble avoir entraîné une perte de confiance des consommateurs, ce qui nuit à la demande de logements. L'écart croissant entre l'offre et la demande est considéré comme un autre facteur de risque.

Distribution : la consommation privée représente environ les deux tiers du PIB en Turquie. Selon les dernières statistiques, les ventes au détail continuent d'augmenter et le niveau de risque du secteur semble peu élevé.

Textile et habillement : ce secteur, qui se caractérise par de fortes capacités de production et de vente vers les marchés tant intérieurs qu'extérieurs, affiche un risque de niveau moyen. Le mouvement de reprise qui se dessine sur les marchés européens et les exportations soutenues par la hausse des taux de change influent de manière positive sur les performances du secteur.

Produits pharmaceutiques : la pression exercée sur les prix par le système de prix de référence des médicaments et le niveau élevé de concurrence nuisent à la rentabilité des entreprises.



C O M M U N I Q U É D E
P R E S S E

MEDIA CONTACTS:

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

Justine LANSAC – T. +33 (0)1 49 02 24 48 justine.lansac@coface.com

About Coface

The Coface Group, a worldwide leader in credit insurance, offers companies around the globe solutions to protect them against the risk of financial default of their clients, both on the domestic market and for export. In 2013, the Group, supported by its 4,440 staff, posted a consolidated turnover of €1.440 billion. Present directly or indirectly in 98 countries, it secures transactions of over 37,000 companies in more than 200 countries. Each quarter, Coface publishes its assessments of country risk for 160 countries, based on its unique knowledge of companies' payment behaviour and on the expertise of its 350 underwriters located close to clients and their debtors.

In France, Coface manages export public guarantees on behalf of the French State.

www.coface.com

Coface SA. is listed on Euronext Paris – Compartment A
ISIN: FR0010667147 / Ticker: COFA

